

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX: (1)43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1526 - 11 octobre 1990 - 3,5 F

### D 1526 GUATEMALA: PREMIERS ACCORDS GUÉRILLA-GOUVERNEMENT

Suite aux dispositions favorables de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) et du gouvernement exprimées en février 1990 (cf. DIAL D 1475), deux accords ont été successivement signés: le 30 mars à Oslo, en Norvège, sous le titre "Accord de base pour la recherche de la paix par des moyens politiques"; et le 1er juin à Madrid, en Espagne, sous le titre "Accord de l'Escorial". Nous donnons ci-après le texte de ce second accord, avec la liste des signataires.

Note DIAL

### ACCORD DE L'ESCORIAL

L'instance de partis politiques du Guatemala et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), en présence du conciliateur - Mgr Rodolfo Quezada Toruño - de la Commission nationale de réconciliation du Guatemala (CNR), et de l'observateur désigné par le secrétaire général des Nations-Unies, M. Francesc Vendrell, réunis du 27 mai au 1er juin 1990 pour donner suite à ce qui avait été arrêté à Oslo, Norvège, dans le cadre de l'"Accord de base pour la recherche de la paix par des moyens politiques"; et pour déterminer les actions et les moyens politiques en vue d'un règlement pacifique de la problématique nationale et du perfectionnement de la démocratie fonctionnelle et participative au Guatemala,

#### EXPRIMENT

que, dans le cadre des accords d'Oslo, Norvège, et d'Esquipulas II, du respect de la Constitution en vigueur dans la République de Guatemala, et d'une volonté expresse de parvenir à une paix ferme et durable dans notre pays;

#### ILS CONVIENNENT CE QUI SUIT:

Premièrement - Ratifier dans sa totalité l'"Accord de base pour la recherche de la paix par des moyens politiques", signé dans la ville d'Oslo, Norvège, le trente mars mille neuf cent quatre-vingt-dix, par la délégation de la Commission nationale de réconciliation du Guatemala (CNR) et la délégation de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG).

Deuxièmement - Que, pour parvenir à la paix et au perfectionnement du système démocratique, il faut impulser l'intégration de toutes les forces politiques et sociales dans la définition de l'ensemble des changements institutionnels permettant de parvenir au plein exercice des droits civiques, politiques, d'association et d'expression; au développement économique indépendant; au bien-être général; à la justice sociale; au strict respect de l'indépendance des pouvoirs de l'Etat; cela,

dans le but d'assurer et de garantir l'application de la justice, le respect de l'intégrité des personnes, la dignité et la probité de l'administration, ainsi que la défense et la préservation de la souveraineté nationale.

Troisièmement - Il est admis qu'il importe de procéder à une révision institutionnelle incluant l'ordonnancement juridique du pays, en vue d'une réforme de la Constitution politique de la République selon les mécanismes prévus par celle-ci, et en vue d'une concrétisation des objectifs de paix et de perfectionnement de la démocratie fonctionnelle et participative en favorisant:

- a) la réconciliation entre tous les Guatémaltèques;
- b) la cessation de l'affrontement armé intérieur et le règlement pacifique de la problématique nationale par des moyens politiques;
- c) le strict respect de la loi et de son application.

Quatrièmement - Il est établi que les parties ont la volonté d'impulser les mesures politiques contribuant au règlement de la problématique nationale, et rendant effective l'intégration de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) au processus politique du pays par l'établissement de procédures légales à cet effet, de sorte qu'il lui soit possible de participer à l'Assemblée nationale constituante que les partis politiques légalement inscrits soutiennent en 1991.

Cinquièmement - Pour susciter dans les délais les plus brefs les actions permettant d'atteindre les objectifs de paix et de perfectionnement de la démocratie, il est décidé que des réunions périodiques seront tenues entre l'instance de partis politiques et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG), dans le cadre des accords d'Oslo, Norvège, et d'Esquipulas II, par la mise en oeuvre des mécanismes d'installation, de vérification et de fonctions du conciliateur arrêtés dans le premier accord, et sous l'observation des Nations-Unies.

#### RECONNAISSANCE DE L'INSTANCE DE PARTIS POLITIQUES

L'instance de partis politiques accueille avec satisfaction la manifestation de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) qu'elle ne s'oppose pas aux élections de 1990 et qu'elle décide de:

- a) ne pas mener d'actions contre les élections pendant la période électorale;
- b) et de suspendre les opérations de sabotage pendant la durée de la campagne électorale.

#### DÉCLARATION DE L'URNG

L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) voit avec sympathie que l'instance des partis politiques ici représentés a exprimé, dans son cadre conceptuel, des aspects d'importance sur la crise grave que traverse notre pays.

#### RECONNAISSANCE

Pour finir, des remerciements sont adressés au peuple et au gouvernement de l'Espagne pour leur hospitalité et leur soutien ayant rendu possible et positif cet accord.

A San Lorenzo de l'Escorial, Madrid, Espagne  
le 1er juin 1990

#### Délégations

Pour l'instance de partis politiques:

Enrique Chavarria, secrétaire général du Parti révolutionnaire (PR)

Luís Flores Asturias, secrétaire général du Parti plan d'avancée nationale (PAN)

Abundo Maldonado, secrétaire général du Parti front d'avance nationale (FAN)  
Miguel Angel Montepeque, secrétaire général en fonction du Mouvement d'action solidaire (MAS)  
Renán Quiñonez, secrétaire général du Parti national rénovateur (PNR)  
Mario Sandoval Alarcón, secrétaire général du Parti mouvement de libération nationale (MLN)  
Carlos Fernando Rivers Sandoval, Mouvement de libération nationale (MLN)  
Mário Solórzano, secrétaire général du Parti socialiste démocratique (PSD)  
Catalina Soberanis, secrétaire générale en fonction du Parti démocratique chrétien guatémaltèque (DCG)  
Oliverio García Rodas, président du conseil consultatif du Parti union du centre national (UNC)

Pour l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG):

Commandant Pablo Monsanto

Commandant Gaspar Ilom

---

Carlos González, secrétaire général du comité central du Parti guatémaltèque du travail (PGT)

Luís Becker

Miguel Angel Sandoval

Francisco Villagrán Muñoz

Pour la Commission nationale de réconciliation (CNR):

Jorge Serrano Elías, délégué titulaire des partis politiques d'opposition

Teresa B. de Zarco, journaliste, citoyenne notable titulaire

Eduardo Meyer Maldonado, délégué suppléant du gouvernement de la République

Mgr Juan Gerardi Conedera, délégué suppléant de la Conférence épiscopale du Guatemala

Francisco Luís Gordillo, délégué suppléant des partis politiques

Mario Permuth, citoyen suppléant.

Observateur représentant du secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies (ONU):

Francesc Vendrell

Conciliateur:

Mgr Rodolfo Quezada Toruño, président de la CNR

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous  
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F  
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL  
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441